



Offre de poste
Coordinatrice / coordinateur de l'association InfoMIE
A pourvoir dès que possible

Informations sur les mineur-es isolé-es étranger-es est une association loi 1901, créée en 2009.

Il s'agit d'une plateforme nationale composée de plus d'une centaine de membres (organisations, institutions et membres individuels) dont l'objectif commun est de favoriser la connaissance et la compréhension des problématiques des mineur-es isolé-es étranger-es et jeunes majeur-es étranger-es afin de concourir à leur protection en France et au respect de leurs droits.

Depuis plus de 15 ans, InfoMIE outille les acteurs et actrices qui les accompagnent et travaille à la protection et au respect des droits de ces jeunes.

Les mineur-es isolé-es étranger-es, du fait de leur minorité et de leur isolement légal, deux critères de danger au sens de l'article 375 du code civil, relèvent de l'enfance en danger, sans discrimination, et donc de la compétence des départements au titre de la protection de l'enfance.

Ainsi, la protection en France de ces jeunes particulièrement vulnérables et leur parcours administratif dépend pleinement de la qualité et de la cohérence de l'accompagnement mis en place dès leur arrivée sur le territoire et durant les mois ou années que durera leur prise en charge par les services de l'aide sociale à l'enfance.

La question des mineur-es isolé-es et jeunes majeur-es étranger-es relevant de champs très divers et imbriqués (juridique, éducatif, médical, psychopathologique, etc.), InfoMIE offre un espace d'échanges – lieu technique de réflexion, dédié aux personnes qui travaillent en direction de ces jeunes – tous secteurs confondus – afin qu'elles puissent se retrouver (lutte contre l'isolement des acteurs et des actrices), réfléchir collectivement et croiser leurs visions sur les problèmes rencontrés, les solutions dégagées, etc.

Pour que les droits de ces jeunes particulièrement vulnérables soient respectés, pour qu'ils et elles soient protégé-es, une information, une formation et un outillage technique des acteurs et actrices qui les accompagnent et des jeunes concerné-es est une base indispensable. Ceci est notre action au quotidien.

Notre objectif est ainsi de favoriser durablement l'accès aux droits des mineur-es isolé-es étranger-es et jeunes majeur-es étranger-es.



1. Intitulé du poste : coordinatrice / coordinateur de l'association InfoMIE

2. Finalité du poste

Placé-e sous la responsabilité des administratrices et administrateurs de l'association, la coordinatrice ou le coordinateur est chargé-e de codéfinir avec le conseil d'administration et mettre en oeuvre la stratégie et les actions d'InfoMIE concernant la diffusion du droit applicable, l'accès aux droits des mineur-es isolé-es et jeunes majeur-es étranger-es et l'outillage des acteurs et actrices accompagnant ces jeunes vulnérables.

3. Missions principales et tâches

- **Développement et animation du réseau national des membres et partenaires d'InfoMIE** : Représentation d'InfoMIE, élargissement du réseau (partenariats, adhésions), rédaction et conception du rapport d'activité annuel

- **Définition et pilotage des outils développés par InfoMIE** : pilotage du centre de ressources en ligne www.infomie.net, de la permanence juridique nationale, des instances de travail techniques nationales (demi-journées d'études, groupes de travail, réseau national d'avocat.es juristes), dispense de journées de formations à destination de professionnel-les, suivi des contentieux portés par InfoMIE ou dans lesquels InfoMIE intervient, suivi des co-publications avec les partenaires

- **Représentation de l'association** : relations institutionnelles et partenariales, réunions inter associatives, relations bailleurs de fonds publics et privés, instances nationales et internationales...

- **Recherche et gestion de cofinancements**

- **Gestion administrative et financière de l'association**

4. Profil souhaité

- Expérience souhaitée

Expérience professionnelle effective de 3 à 4 ans minimum dans le domaine du droit, des droits de l'enfant, de l'assistance éducative, du droit des étrangers, si possible dans le secteur associatif. L'expérience à des postes de direction ou coordination d'association est un atout.

- Compétences indispensables

Connaissance du système de protection de l'enfance – cadre national et conventions internationales – de l'assistance éducative, du droit des étrangers, de la procédure civile, du contentieux administratif et solides connaissances en matière d'état civil

Connaissance du droit des étrangers, de la procédure civile, de la procédure administrative

Compétences en gestion de cofinancements, gestion et suivi de projets associatifs

Compétence en animation de réseau

Compétences en animation de permanences juridiques

Expérience en animation de formations souhaitée

- Compétences complémentaires souhaitées

Outil emailing : Mailjet, Framaliste

Compétences en gestion de site internet / centre ressources

Langues étrangères appréciées



5. Qualités

Sensibilité aux questions relatives à l'enfance en danger, aux droits fondamentaux et plus particulièrement aux droits de l'enfant, ainsi qu'à la situation des jeunes majeur-es

Autonomie

Rigueur

Capacités d'analyse, de synthèse et d'argumentation juridique

Forte capacité d'adaptation

Pédagogie

Capacités rédactionnelles

Bonnes capacités d'organisation

Bon sens du relationnel

Capacité de travail en réseau, dans un contexte pluridisciplinaire et pluri-acteur.ices

6. Formation

Diplôme en droit :

Master II en droit des mineur-es et / ou droit des personnes et de la famille, droit privé, droit international / droits de l'homme, droit public, droit pénal

Bon niveau d'anglais (lu, écrit, parlé)

7. Lieu de travail

Paris 7e (métro Assemblée nationale) + déplacements en France à prévoir

8. Conditions

Charte de télétravail : 1 jour de télétravail par semaine

Communication orale en vis-à-vis ou par téléphone

Travail sur écran / bureau partagé / posture assise

Contrat de travail rattaché à la convention collective nationale du personnel des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire

Salaire à négocier selon expérience

Statut cadre

Remboursement titre de transport en commun à 50 %

9. Durée du contrat

CDI à temps plein

Disponibilité souhaitée : dès que possible

10. Modalités de candidature

Candidature (CV + lettre de motivation) à envoyer à :

Me Amandine LE ROY aleroy.avocat@gmail.com

Me Blandine QUEVREMONT blandine.quevremont@gmail.com

Objet : Recrutement coordo InfoMIE